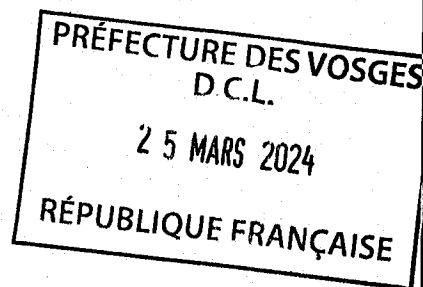


CENTRE DE GESTION DES VOSGES

59, rue Jean Jaurès - CS 70055 - 88026 EPINAL Cedex - Tel : 03.29.35.63.10 - Fax : 03.29.35.50.72



Réunion du Conseil d'administration Séance du Vendredi 22 Mars 2024



Date de convocation : 14 mars 2024

Nombre de membres

α 21 en exercice

α 16 présents et représentés

α 16 votants

L'an deux mil vingt-quatre, vingt-deux Mars à 09h30.

Le Conseil d'Administration légalement convoqué s'est réuni à LA TABLE DU LAC, 19 RUE DU LAC (88390 SANCHEY) sous la présidence de Michel BALLAND, Conseiller Municipal de GIRMONT, Commune de THAON LES VOSGES.

Etaient présents en présentiel :

M. BALLAND Michel (Conseiller municipal de GIRMONT, Commune de THAON LES VOSGES), Mme. BARBAUX Lydie (Maire de PLOMBIERES LES BAINS), M. BERNARD Daniel (Maire de FIGNEVELLE), Mme. BONNOT Elisabeth (Adjointe au maire de LA BRESSE), M. DEMIR Emre (Adjoint au maire de THAON LES VOSGES), Mme. FETET Pascale (Adjointe au maire de BRUYERES), M. GAILLOT Thierry (Maire de VINCEY), Mme. JACQUEL Catherine (Vice-présidente CC de la Région de RAMBERVILLERS), Mme. MOINE Marie-Odile (Conseillère municipale de MIRECOURT), M. PARMENTELAT Pascal (Maire de LAVELINE DU HOUX), Mme. RAYEUR-KLEIN Laurence (Vice-présidente CA d'EPINAL), formant la majorité des membres en exercice.

Excusés :

Mme. CLAUDE-PITET Mireille (Maire de DOGNEVILLE), M. CHAGNOT Franck (Adjoint au Maire de GOLBEY), M. EMERAUX Philippe (Maire de ROLLAINVILLE), M. HENRIOT Jean-Marie (Conseiller municipal de CONTREXEVILLE), M. JALLAIS Jacques (Maire de SAULCY SUR MEURTHE), Mme. KLIPFEL Elisabeth (Maire de CHAMPDRAY), Mme. PIAGET Françoise (Maire de CHATEL SUR MOSELLE), M. PIERRAT Benoit (Vice-président CA de SAINT DIE DES VOSGES), M. SPEISSMANN MOZAS Stessy (Maire de GERARDMER), M. SOLTYS Philippe (Maire d'UXEGNEY).

Pouvoirs :

Mme. CLAUDE-PITET Mireille (Maire de DOGNEVILLE) à M. PARMENTELAT Pascal (Maire de LAVELINE DU HOUX), M. CHAGNOT Franck (Adjoint au Maire de GOLBEY) à Mme. RAYEUR-KLEIN Laurence (Vice-présidente CA d'EPINAL), M. EMERAUX Philippe (Maire de ROLLAINVILLE) à M. BALLAND Michel (Conseiller municipal de GIRMONT, Commune de THAON LES VOSGES), M. HENRIOT Jean-Marie (Conseiller municipal de CONTREXEVILLE) à Mme. MOINE Marie-Odile (Conseillère municipale de MIRECOURT), M. JALLAIS Jacques (Maire de SAULCY SUR MEURTHE), à Mme. BONNOT Elisabeth (Adjointe au maire de LA BRESSE) Mme. KLIPFEL Elisabeth (Maire de CHAMPDRAY) à M. DEMIR Emre (Adjoint au maire de THAON LES VOSGES), Mme. PIAGET Françoise (Maire de CHATEL SUR MOSELLE) à Mme. BARBAUX Lydie (Maire de PLOMBIERES LES BAINS), M. SOLTYS Philippe (Maire d'UXEGNEY) à M. GAILLOT Thierry (Maire de VINCEY).

Etaient présents également :

M. SCHEER Frédéric (Directeur du CDG88), Mme. GRASSER-CHAMBRE Yannick (Directrice Adjointe du CDG88), Mme. DETRIE Catherine (Responsable du Pôle Finances et RH Interne), Mme MATHIEU Aurélie (Responsable du Pôle Compétences et Territoires), Mme SYLVESTRE Danièle (Responsable du Pôle Contrats Cadres), Mme VALDENNAIRE Brigitte (Responsable du Pôle Carrières Instances Paritaires), M. VILLEMEN Pascal (Payeur Départemental), Mme KARM Emilie (Responsable du service Instances Paritaires), M. VIAC Venenzio (Conseiller Statutaire et Juridique), M. BELHAJ Ayoub (Contrôleur de gestion) et Mme BOURGEOIS Amandine (Responsable et Coordinatrice des Protocoles et Assemblées).

Désignée en qualité de secrétaire de séance :

M. PARMENTELAT Pascal (Maire de LAVELINE DU HOUX).

7. Convention entre le représentant de l'Etat et le CDGFPT des Vosges pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat

- Vu la Constitution du 4 octobre 1958 et notamment son article 72 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Vu le décret n° 2016-146 du 11 février 2016 relatif aux modalités de publication et de transmission, par voie écrite et par voie électronique, des actes des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale ;
- Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 26 octobre 2005 portant approbation d'un cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et fixant une procédure d'homologation de ces dispositifs ;
- Vu la décision du 30 septembre 2012 portant signature d'une convention de dématérialisation pour le transfert des actes au contrôle de légalité ;
- Vu la convention du 1^{er} décembre 2012, portant transmission électronique des actes au représentant de l'Etat ;
- Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57 se substituant à la nomenclature M832 ;
- Vu la délibération N°364 en date du 24 novembre 2023, portant bascule à la nomenclature M57 ;

Considérant qu'il ne nous était pas possible, avec la nomenclature M832, spécifique aux centres de gestion, de dématérialiser nos actes budgétaires, mais que désormais cette procédure nous est offerte grâce à la nouvelle nomenclature M57 ;

Considérant qu'il convient de signer une nouvelle convention pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat, comprenant les actes budgétaires ;

**Les membres du Conseil d'administration,
Après un large débat,
A l'unanimité,**

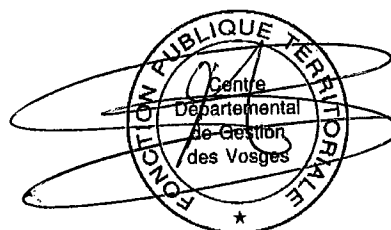
- Autorisent le Président à signer une nouvelle convention pour la transmission électronique des actes au représentant de l'Etat ;

- Disent que cette convention annule et remplace celle signée le 1^{er} décembre 2012.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus, et ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme

**M. BALLAND Michel
Président du Centre Départemental de Gestion des Vosges
Maire honoraire de GIRMONT**



Certifié exécutoire par le Président, compte tenu de la transmission en Préfecture le (visa), et de la publication le 08/08/2024.